

Le montant de cette taxe est égal à celui de la taxe prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> sur les réacteurs de puissance. La même formule d'indexation est également d'application.

La taxe prévue à l'alinéa 6 est due à partir de l'année suivant la délivrance du permis de démantèlement.

Le prélèvement est établi en fonction de la situation durant l'année précédente.

Ces taxes au profit de l'État sont versées au Fonds des risques d'accidents nucléaires du Service public fédéral Intérieur."

**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre de la Sécurité l'Intérieur,  
J. JAMBON

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Session 2016-2017.

Chambre des représentants

Documents :

Doc. 54 2310 (2016/2017)

001 : Projet de loi.

002 : Rapport.

003 : Texte adopté par la Commission de l'Intérieur, des Affaires Générales et de la Fonction Publique.

004 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Het bedrag van deze heffing is gelijk aan dat van de heffing op vermogensreactoren, bepaald in het eerste lid. Eveneens is dezelfde indexatieformule van toepassing.

De in het zesde lid bepaalde heffing is verschuldigd vanaf het jaar volgend op het afleveren van de vergunning tot ontmanteling.

De heffing wordt vastgesteld in functie van de situatie tijdens het voorgaande jaar.

Deze heffingen ten bate van de Staat worden gestort aan het Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken."

**Art. 3.** Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken :

Doc 54 2310 (2016/2017)

001 : Wetsontwerp.

002 : Verslag.

003 : Tekst aangenomen door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

004 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

[C – 2017/11586]

**4 AVRIL 2017.** — Accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 3 avril 2015 entre l'État fédéral et la Région flamande relatif à l'exécution de l'article 16 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 34 de la Constitution ;

Vu l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu l'article 16, de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance, modifié par les lois des 24 mars 2015 et 18 décembre 2015 ;

Vu l'accord de coopération du 3 avril 2015 entre l'État fédéral et la Région flamande relatif à l'exécution de l'article 16 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance ;

Considérant les articles 1 à 12, 13 à 14 et 17 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Considérant les articles 275<sup>8</sup> et 275<sup>9</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, respectivement rétabli et inséré par la loi du 15 mai 2014, et modifiés par les lois des 24 mars 2015 et 18 décembre 2015 ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

[C – 2017/11586]

**4 APRIL 2017.** — Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 3 april 2015 tussen de Federale Staat en het Vlaamse Gewest betreffende de uitvoering van artikel 16 van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance

Gelet op de artikelen 1, 2, 3 en 34 van de Grondwet;

Gelet op artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op artikel 16 van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015 en 18 december 2015;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 3 april 2015 tussen de Federale Staat en het Vlaamse Gewest betreffende de uitvoering van artikel 16 van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance;

Overwegende de artikelen 1 tot 12, 13 tot 14 en 17 van Verordening (EU) Nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Overwegende de artikelen 275<sup>8</sup> en 275<sup>9</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hersteld respectievelijk ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015 en 18 december 2015;

Entre :

l'Autorité fédérale, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre et du Ministre des Finances,

et

la Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2 de l'accord de coopération du 3 avril 2015 entre l'Etat fédéral et la Région flamande relatif à l'exécution de l'article 16 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance, les modifications suivantes sont apportées :

1) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase "Ce point de contact assure le soutien du Service Public Fédéral Finances en lui délivrant les informations échangées en exécution du présent accord de coopération concernant l'aide régionale demandée, accordée ou récupérée." est abrogée ;

2) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "et demande à ces entités les données nécessaires" sont abrogés ;

3) dans l'alinéa 2, les mots "assure le soutien du Service public fédéral Finances en particulier en vue de" sont remplacés par les mots "veille en particulier à".

**Art. 2.** L'article 5 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 5.- Le Service public fédéral Finances fournit, sur simple demande du point de contact visé à l'article 2 et dans la mesure où il dispose des informations demandées, à ce point de contact en ce qui concerne l'employeur et la période concernée par la demande :

- le montant des rémunérations payées par cet employeur dont le précompte professionnel retenu a été dispensé de versement, conformément aux articles 275<sup>8</sup> ou 275<sup>9</sup> du même Code ;

- le montant du précompte professionnel qui en application des articles 275<sup>8</sup> ou 275<sup>9</sup> du même Code a été dispensé de versement."

**Art. 3.** L'article 6 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 6.- Au cas où la Commission européenne a déterminé que, par le cumul de la mesure d'aide fédérale visée à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et d'une mesure d'aide régionale ou locale, l'intensité de l'aide maximale ou le plafond de l'aide maximal est dépassé, et en conséquence de cela ordonne dans une décision la récupération de l'aide, la Région assure la coordination de cette récupération.

La Région informe par courrier le ministre qui a les Finances dans ses attributions de la décision susmentionnée de la Commission européenne. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions veille ensuite, dans un délai de 15 jours ouvrables, à compter à partir du jour où cette lettre a été envoyée, à informer la Région du montant de l'aide que l'Etat fédéral a prévu de récupérer. Sur simple demande du ministre qui a les Finances dans ses attributions, ce délai de 15 jours ouvrables peut se prolonger jusqu'à 6 mois maximum, à moins que la décision de la Commission européenne ne permette pas une telle prolongation.

L'Etat fédéral ne peut en aucun cas prévoir une mesure légale qui a pour conséquence que le bénéficiaire de l'aide soit tenu de rembourser un montant qui est plus élevé que l'aide qui a été octroyée à ce bénéficiaire conformément à l'article 275<sup>8</sup> ou 275<sup>9</sup> du Code précité. La Région ne peut en aucun cas demander au bénéficiaire de l'aide la récupération d'un montant qui est plus élevé que l'aide qui a été octroyée à ce bénéficiaire conformément à la mesure d'aide régionale ou locale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Après l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, la Région se charge de la récupération des montants qui conformément à la décision de la Commission européenne doivent être récupérés, et qui le cas échéant sont diminués des montants qui seront récupérés par l'Etat fédéral.

La Région coordonne la concertation entre les parties concernées en vue de prendre des mesures qui garantissent qu'à l'avenir l'intensité maximale de l'aide et le plafond d'aide maximal prédéfinis par la Commission européenne soient respectés.

Tussen:

de Federale Overheid, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister en de Minister van Financiën,

en

het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-Président en de Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,

wordt het volgende overeen gekomen:

**Artikel 1.** In artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 3 april 2015 tussen de Federale Staat en het Vlaamse Gewest betreffende de uitvoering van artikel 16 van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance worden de volgende wijzingen aangebracht:

1) In het eerste lid wordt de zin "Dit contactpunt ondersteunt de Federale Overheidsdienst Financiën door het aanleveren van de krachtens dit samenwerkingsakkoord uitgewisselde inlichtingen omtrent aangevraagde, toegekende of teruggevorderde gewestelijke steun." opgeheven;

2) in het eerste lid worden de woorden "en vraagt bij deze entiteiten de nodige gegevens op" opgeheven;

3) in het tweede lid worden de woorden "ondersteunt de Federale Overheidsdienst Financiën in het bijzonder bij" vervangen door de woorden "waakt in het bijzonder over".

**Art. 2.** Artikel 5 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

"Art. 5.- De Federale Overheidsdienst Financiën bezorgt, op eenvoudig verzoek van het in artikel 2 bedoelde contactpunt en in de mate dat zij beschikt over de gevraagde informatie, aan dit contactpunt met betrekking tot de werkgever en de periode waarop het verzoek betrekking heeft:

- het bedrag van de door deze werkgever uitbetaalde bezoldigingen waarop bedrijfsvoorheffing werd ingehouden die krachtens de toepassing van de artikelen 275<sup>8</sup> of 275<sup>9</sup> van hetzelfde Wetboek gedeeltelijk werd vrijgesteld van doorstorting;

- het bedrag van de bedrijfsvoorheffing die in toepassing van de artikelen 275<sup>8</sup> of 275<sup>9</sup> van hetzelfde Wetboek werd vrijgesteld van doorstorting."

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

"Art. 6.- In het geval de Europese Commissie heeft vastgesteld dat door de cumulatie van de federale steunmaatregel bedoeld in artikel 1, eerste lid, en een gewestelijke of lokale steunmaatregel de maximale steunintensiteit of het maximale steunplafond overschreden wordt, en ten gevolge hiervan in een beslissing de terugvordering van de steun verordent, staat het Gewest in voor de coördinatie van deze terugvordering.

Het Gewest informeert de minister die bevoegd is voor Financiën per brief van de voormelde beslissing van de Europese Commissie. De minister die bevoegd is voor Financiën beschikt vervolgens over een termijn van 15 werkdagen, te rekenen vanaf de dag waarop deze brief werd verzonden, om het Gewest te informeren over de steunbedragen die de Federale Staat heeft voorgenomen terug te vorderen. Op eenvoudig verzoek van de minister die bevoegd is voor Financiën kan deze termijn van 15 werkdagen worden verlengd tot maximaal 6 maand, tenzij de beslissing van de Europese Commissie een dergelijke verlenging onmogelijk zou maken.

De Federale Staat kan in geen geval voorzien in een wettelijke regeling die tot gevolg heeft dat van de verkrijger van de steun een bedrag wordt teruggevorderd dat hoger is dan de steun die aan deze verkrijger werd toegekend krachtens artikel 275<sup>8</sup> of artikel 275<sup>9</sup> van het voormelde Wetboek. Het Gewest kan in geen geval overgaan tot het terugvorderen van de verkrijger van de steun van een bedrag dat hoger is dan de steun die aan deze verkrijger werd toegekend krachtens de in het eerste lid bedoelde gewestelijke of lokale steunmaatregel.

Na het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn staat het Gewest in voor de terugvordering van de bedragen die krachtens de beslissing van de Europese Commissie moeten worden teruggevorderd, en die in voorkomend geval worden verminderd met de bedragen die door de Federale Staat zullen worden ingevorderd.

Het Gewest coördineert het overleg tussen de betrokken partijen met het oog op het nemen van maatregelen die garanderen dat in de toekomst wordt voldaan aan de door de Europese Commissie vooropgestelde maximale steunintensiteit en steunplafond.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 3, le présent article n'interdit pas à la Région de récupérer des montants plus élevés que les montants visés à l'alinéa 4. Cet article n'interdit pas non plus à l'État fédéral d'adopter une loi qui a pour conséquence qu'un montant plus élevé que le montant que le ministre qui a les Finances dans ses attributions est, en application de l'alinéa 2, habilité à récupérer, puisse être récupéré."

**Art. 4.** Dans le même accord de coopération, le titre 5, comportant les articles 10 et 11, est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 12 du même accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

1) entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"La Région peut choisir de délimiter la zone d'aide sur base d'une carte. Le cas échéant, la Région développe une carte sur laquelle les limites des parcelles cadastrales sont visibles, dont les noms de rue sont mentionnés, dont les points d'adresse connus du CRAB sont affichés et avec une échelle qui permette de distinguer les parcelles cadastrales les unes des autres. Cette carte est présentée par la Région, dans un format de fichier numérique, au ministre qui a les Finances dans ses attributions, accompagné du projet d'arrêté susmentionné."

2) à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots "quelles adresses" sont remplacés par les mots "quelles parcelles" ;

3) entre l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, et l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, il est inséré un alinéa, rédigé comme suit :

"Il est démontré, dans ce rapport, que la zone d'aide proposée par la Région satisfait aux dispositions de l'article 16 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance."

**Art. 6.** Dans l'article 13 du même accord de coopération, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots "et la retravaille si nécessaire au vu de l'article 12 du projet d'arrêté. Si la Région a délimité la zone sur base d'une carte, cet arrêté reprend une référence au site web du Service Public Fédéral Finances, où la carte visée à l'article 12 pourra se retrouver."

**Art. 7.** L'article 14 du même accord de coopération, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Si la Région a délimité la zone sur base d'une carte, le ministre qui a les Finances dans ses attributions publie, au jour de publication de l'arrêté susmentionné, la carte visée à l'article 12, sur le site web du Service Public Fédéral Finances.

La Région intègre la délimitation de la zone d'aide dans l'application web 'geopunt' et prévoit dans cette application la possibilité de rechercher si une adresse déterminée ou un numéro de parcelle de cadastre déterminé se trouve dans la zone d'aide ou pas."

**Art. 8.** L'article 3 du présent accord de coopération produit ses effets le 30 avril 2015.

Les autres dispositions du présent accord de coopération entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 5 à 7 ne sont pas applicables pour un élargissement, proposé par la Région, d'une zone d'aide qui est déjà délimitée au jour de publication du présent accord de coopération.

Le Secrétariat central du Comité de concertation se charge de cette publication après que l'accord de coopération a été approuvé par toutes les parties.

Fait à Bruxelles, le 4 avril 2017, en deux exemplaires originaux.

Pour l'Autorité fédérale:

Le Premier Ministre,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,  
Ph. MUYTERS

Onverminderd de toepassing van het derde lid, verhindert dit artikel het Gewest niet om hogere bedragen terug te vorderen dan de in het vierde lid bedoelde bedragen. Dit artikel verhindert evenmin de Federale Staat om een wet aan te nemen die tot gevolg heeft dat een hoger bedrag wordt teruggevorderd dan het bedrag dat de minister die bevoegd is voor Financiën in toepassing van het tweede lid heeft aangekondigd terug te vorderen."

**Art. 4.** In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt titel 5, die de artikelen 10 en 11 bevat, opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 12 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzingen aangebracht:

1) tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

"Het Gewest kan ervoor opteren om de steunzone af te bakenen aan de hand van een kaart. In dat geval ontwikkelt het Gewest een kaart waarop de grenzen van de kadastrale percelen zichtbaar zijn, waarop de straatnamen worden vermeld, waar de in het CRAB gekende adrespunten op worden weergegeven en met een schaal die toelaat dat de verschillende kadastrale percelen van elkaar kunnen onderscheiden worden. Deze kaart wordt door het Gewest samen met het voornoemde ontwerpbesluit aan de minister bevoegd voor Financiën in een digitaal bestandsformaat voorgelegd."

2) in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "welke adressen" vervangen door de woorden "welke percelen";

3) tussen het derde lid, dat het vierde lid wordt en het vierde lid, dat het zesde lid wordt, wordt een lid ingevoegd, luidende:

"In dit verslag wordt aangetoond dat de door het Gewest voorgestelde steunzone voldoet aan de bepalingen van artikel 16 van de wet van 15 mei 2014 houdende uitvoering van het pact voor competitiviteit, werkgelegenheid en relance".

**Art. 6.** In artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "en herwerkt indien hij dat nodig acht het in artikel 12 bedoelde ontwerpbesluit. Indien het Gewest de zone aan de hand van een kaart heeft afgebakend, wordt in dit besluit een verwijzing naar de website van de Federale Overheidsdienst Financiën opgenomen, waarop de in artikel 12 bedoelde kaart zal kunnen worden teruggevonden."

**Art. 7.** Artikel 14 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"Indien het Gewest de zone aan de hand van een kaart heeft afgebakend, publiceert de minister die bevoegd is voor Financiën op de dag van bekendmaking van het voormelde besluit de in artikel 12 bedoelde kaart op de website van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Het Gewest integreert de afbakening van de steunzone in de webapplicatie 'geopunt' en voorziet in deze applicatie de mogelijkheid om op te zoeken of een bepaald adres of kadastraal perceelnummer zich al dan niet in de steunzone bevindt."

**Art. 8.** Artikel 3 van dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 30 april 2015.

De overige bepalingen van dit samenwerkingsakkoord treden in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen 5 tot 7 zijn niet van toepassing op een door het Gewest voorgestelde uitbreiding van een steunzone die op de dag van bekendmaking van dit samenwerkingsakkoord reeds is afgebakend.

De Centrale Secretarie van het Overlegcomité staat in voor deze bekendmaking nadat het door alle partijen is goedgekeurd.

Gedaan te Brussel, op 4 april 2017, in twee originele exemplaren.

Voor de Federale Overheid:

De Eerste Minister,  
Ch. MICHEL

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Voor het Vlaamse Gewest:

De Minister-President van de Vlaamse Regering,  
G. BOURGEOIS

De Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,  
Ph. MUYTERS